

505244940

919

(1960)

CONVENTION D'ARMISTICE DU 22 JUIN 1940

Texte intégral de la Convention

- (Texte des dispositions intéressant les transports
- (Questionnaire de la délégation française
- (Réponse de la délégation allemande

3. 7.40
3. 7.40

Réponse du Chef de l'organisation des transports
à la délégation française

6. 7.40

D.311 - Remise en état des voies
endommagées par suite d'actes de
guerre britanniques.

D.201 - Recensement des wagons-restaurants
et wagons-lits (ordre de la W.V.D)

D.201 - Recensement des wagons de grande
capacité (ordre de la W.V.D.)

D. 8343 Répercussion de l'occupation
sur les relations avec l'A.L.

D.5332 - Organisation des transports
par trains complets par un organisme
allemand.

D. 9142 PAYEMENT des dégâts occasionnés
dans les trains par les permissionnaires
allemands

D. 509 - Trafic franco-suisse
D.509 - Création d'un service W.S.
"Mitropa Espagne-Allemagne" à
travers la France.

D. 5044 Application des tarifs
allemands au Réseau A.L.

D. 9142 Paiement des frais de transport
du matériel évacué d'A.L.

D.5043 Soumission à la WVD Voir
des propositions tarifaires

D. 121 : Conséquence de la ligne de
démarcation sur la circulation
Nord-Sud et inversement

Voir D. 919 : Règlement des frais
de transports effectués à la
demande des autorités alle-
mandes

D. 201 : Situation du parc de matériel
en raison des hostilités

D. 9123 : Rapports S.N.C.F. -
Ministère des Communications
en application de l'armistice

D. 203 : Livraison de matériel à
l'Allemagne et à l'Italie

D. 300 : Programme de recons-
truction

D. 509 : Reprise du trafic avec l'Italie
D. 509 : Reprise du trafic Espagne-
Allemagne en transit par la
France

D. 111 : Priorité de circulation
pour les transports allemands

D. 539 : Transport de vivres et de colis
pour les prisonniers

D. 5226 : Substitution de la
Mitropa à la Cie des W.L. pour
le service "restaurant" sur
certaines relations de la zone
occupée.

D. 830 : Situation de la S.N.C.F. du
10 mai à septembre 1940

D.1101: Réduction des parcours
de trains de voyageurs au 10.1.
41 (demande des autorités occu-
pantes)

D. 8341 : Régime d'exploitation des
régions sous l'autorité
allemande

D. 927 Intervention des autorités
allemandes dans les négociations
S.N.C.F. - Pays étrangers.

D. 8344 : Non concordance des limites
des organisations de contrôle
allemandes avec les limites
des arrondissements
D. 919 : Prise de contact et relations
générales avec les autorités
occupantes

D.370 -Immixtion de la W.V.D.
dans les projets de construction.

D.4943 - Augmentation de la durée du travail
de certains agents (Intervention
des autorités allemandes.

CONVENTION D'ARMISTICE DU 22 JUIN 1940

Sous-Commission de l'Armée

Wiesbaden, le 6 juillet 1940

Chef de l'Organisation des Transports
N° 30/40

à la Délégation Française auprès de la
Commission Allemande d'Armistice

- Sous-Commission Armée -

Référence : Délégation Française
auprès de la Commission d'Armistice
N° 70/FT

Les réponses suivantes sont faites au questionnaire du
3 juillet 1940 :

Question 1 a -

Le réseau spécial des Chemins de fer pour le télégraphe et le téléphone, de même que le réseau spécial pour le trafic électrique des chemins de fer est indépendant du réseau postal téléphonique et télégraphique et est entièrement à la disposition des chemins de fer pour l'exploitation. Dans les cas exceptionnels où une autre utilisation du réseau téléphonique des chemins de fer serait nécessaire, le Chef allemand de l'organisation des transports devrait au préalable y donner son assentiment.

Question 1 b -

Toutes les questions concernant la libre organisation du trafic, aussi bien au point de vue du personnel que du matériel, en doivent être réglées directement par le Commissaire français pour les transports en accord avec le chef allemand des transports.

Question 1 c -

Conformément au paragraphe b 3 des clauses d'application de l'article 13 de la Convention d'Armistice, la reprise du trafic, au point de vue de ses modalités et de son étendue, n'aura lieu qu'en accord avec le chef allemand des transports et suivant ses instructions. Ces dispositions s'appliquent aussi au trafic public des voyageurs et des marchandises, dont on envisage la reprise aussitôt que possible.

Question 2 a -

On n'a pas l'intention de libérer les sapeurs français du Génie qui seraient prisonniers de guerre pour reconstruire le réseau des chemins de fer. Par contre, on envisage de libérer le personnel des chemins de fer qui aurait été fait prisonnier et qui était employé avant la guerre dans les transports et en territoire occupé, et de le laisser retourner à son lieu de service antérieur.

Question 2 b -

Le Chef allemand des transports décidera quelles lignes il convient d'exploiter et d'entretenir. La question de l'arrêt et celle de la reprise de l'exploitation dans des cas particuliers et conformément aux besoins du trafic sont soumises à la décision du Chef allemand des transports. Les propositions et désirs se rapportant à ces questions doivent lui être adressées.

Question 2 c -

Afin d'accroître la possibilité, pour les chemins de fer de l'Etat français, de se procurer les matériaux nécessaires, on prie d'examiner les moyens de transformer certaines industries de fabrication de guerre en vue de la production desdits matériaux. Les négociations économiques en cours pourraient permettre de voir si et dans quelle mesure l'industrie allemande sera capable d'apporter son soutien à cette tâche.

Question 2 d -

L'urgence des travaux de restauration des lignes de transport sera fixée par le Chef allemand des transports. Les désirs concernant l'emploi de main-d'œuvre et de matériel pour la restauration des lignes de transport en territoire non occupé devront être adressés au Chef allemand des transports par le Commissaire français des transports.

Question 2 e -

Le matériel militaire peut être utilisé pour la restauration des lignes de transports. Le chef allemand des transports devra être informé de la quantité et du genre du matériel disponible, et son assentiment devra être demandé avant toute utilisation.

Question 3 a -

Des transferts de dépôts et de matériaux auront à être effectués en partie selon les besoins d'utilisation. Pour des transferts d'importance, le Chef allemand des transports ou les autorités de contrôle des transports devront être avertis ou leur accord devra être éventuellement obtenu.

Question 3 b -

La réponse à cette question résulte de la réponse à la question 1 c.

Question 3 c -

Dans la mesure où les délais fixés par les prescriptions d'exécution de la Convention d'Armistice ne peuvent pas être respectés, il convient d'informer à temps la Commission d'Armistice avec indication des raisons.

Question 3 d -

D'après les instructions du Chef allemand du Service des Transports, le travail du personnel doit avoir lieu aux mêmes conditions qu'en temps de paix, en tenant compte des nécessités d'exploitation.

Question 3 e -

La réponse découle de la réponse à la question 2 a.

Question 3 f -

Les dépôts de toutes sortes des chemins de fer d'Etat français doivent entrer en ligne de compte pour la mise en oeuvre des stipulations d'exécution de la Convention d'Armistice. Il n'est pas envisagé de faire d'autre emprunt de matériel.

Question 3 g -

En conformité de la Convention d'Armistice on n'a pas l'intention de diminuer le parc actuel de matériel roulant et de matériel des trains dans la mesure où leur emploi ne serait pas rendu nécessaire dans des cas particuliers pour des raisons militaires.

Question 3 h -

Les questions posées sous ce numéro doivent être adressées au Chef du Service des Transports.

Question 3 i -

Les moyens de transports enlevés à l'industrie et au commerce pour des buts de guerre, qui deviennent libres par suite de la démobilisation, sont, après la démobilisation, de nouveau à la disposition de l'industrie et du commerce. On se réfère à la note de la Commission allemande d'Armistice, Sous-Commission Forces Terrestres (qu. Gén.) n° 42/40 du 4/7/40.

Question 4 a - L'utilisation des voies de communication nécessaires à

l'Armée Allemande pendant la durée de l'armistice a lieu d'après l'appréciation du Chef allemand du Service des Transports.

Question 4 b -

Le Chef allemand du Service des Transports décide du rétablissement du trafic public. On peut compter que sur les parcours prévus au point 4, le trafic public sera repris après que satisfaction aura été donnée aux demandes allemandes d'après la capacité de rendement correspondante.

Question 5 -

On ne pense pas, pour la signalisation des voies, à enlever les signaux français, mais à ajouter des signaux selon les besoins de l'armée allemande.

Question 6 a -

Autant que l'on sache, il a été trouvé une petite quantité du matériel français, aussi bien en Belgique qu'en Luxembourg. Il ne paraît pas essentiel, pour le moment de ramener ce matériel; on réserve un règlement ultérieur par les autorités civiles.

Question 6 b -

La conception d'après laquelle il faut rendre les matériels avec les pièces de rechange et l'outillage qu'il avait à son entrée en France est considérée comme exacte.

Question 6 c -

Dans la mesure où le délai fixé ne peut pas être respecté il convient d'informer la Commission d'Armistice en indiquant les raisons.

P.O.

WIETH

M. Audiaud

Convention franco-allemande d'Armistice du 22 Juin 1940

(articles 13 et 15)

Prescriptions d'exécution des articles 13 et 15 de la Convention

Questionnaire adressé à la Commission Allemande d'Armistice

(3 Juillet 1940)

Réponse de la Commission allemande d'armistice au Questionnaire

du 3 Juillet 1940

Deutsch-Französischer Waffenstillstandsvertrag vom 22. Juni 1940

(Artikel 13 und 15)

Ausführungsbestimmungen der Artikel 13 und 15 des Vertrags

Fragebogen für die deutsche Waffenstillstandskommission

(3. Juli 1940)

Antwort der deutschen Waffenstillstands kommission auf den Fragebogen

vom 3. Juli 1940

EXTRAIT
de la Convention Franco-Allemande d'Armistice
du 22 Juin 1940

.....
Article 13.

Le Gouvernement Français s'engage à veiller à ce que dans le territoire à occuper par les troupes allemandes toutes les installations, outils et les stocks militaires soient remis intacts aux troupes allemandes. Il devra, en outre, veiller à ce que les ports, les entreprises industrielles et les chantiers navals restent dans l'état dans lequel ils se trouvent actuellement, et à ce qu'ils ne soient endommagés d'aucune façon, ni détruits. Il en est de même pour les moyens et voies de communications de toute nature, notamment en ce qui concerne les voies ferrées, les routes et les voies navigables, l'ensemble des réseaux télégraphique et téléphonique, ainsi que les installations d'indication de navigabilité et de balisage des côtes. En outre, le Gouvernement français s'engage, sur ordre du Haut Commandement Allemand, à procéder à tous les travaux de remise en état nécessaires.

Le Gouvernement français veillera à ce que sur le territoire occupé soit disponible le personnel spécialisé nécessaire et la quantité de matériel roulant de chemin de fer et autres moyens de communication correspondant aux conditions normales en temps de paix.

.....

Article 15.

Le Gouvernement français s'engage à effectuer le transport en transit des marchandises entre le Reich Allemand et l'Italie à travers le territoire non occupé dans la mesure requise par le Gouvernement Allemand.

.....

AUSZUG AUS DEM DEUTSCH-FRANZOESISCHEN WAFFENSTILLSTANDSVERTRAG

.....

Artikel 13.

Die französische Regierung verpflichtet sich, dafür Sorge zu tragen, dass in den durch deutsche Truppen zu besetzenden Gebieten alle Anlagen, Einrichtungen und Bestände der Wehrmacht unversehrt den deutschen Truppen übergeben werden. Sie wird ferner dafür sorgen, dass Häfen, Industrieanlagen und Werften im derzeitigen Zustand belassen und in keiner Weise beschädigt oder zerstört werden. Das gleiche gilt für alle Verkehrsmittel und Verkehrswege, insbesondere für Eisenbahnen, Straßen und die Binnenschiffahrtswege, für das gesamte Fernmeldenetz sowie für die Einrichtungen der Fahrwasserbezeichnung und Küstenbefeuern.

Ebenso verpflichtet sie sich, auf Anordnung des deutschen Oberkommandos alle hier erforderlichen Wiederherstellungsarbeiten zu leisten.

Die französische Regierung sorgt dafür, dass in dem besetzten Gebiet das erforderliche Fachpersonal, die Menge an rollendem Eisenbahnmateriel und die sonstigen Verkehrsmittel vorhanden sind, so wie sie den normalen Verhältnissen des Friedens entsprechen.

.....

Artikel 15.

Die französische Regierung verpflichtet sich, den durch das unbesetzte Gebiet führenden Gütertransitverkehr zwischen dem Deutschen Reich und Italien in dem von der deutschen Regierung geforderten Umfang durchzuführen.

.....

Prescription d'exécution de l'article 13 de la Convention d'Armistice

1. — Toutes les organisations françaises des chemins de fer, des routes et des voies navigables, y compris leur réseau de transmissions, situées dans le territoire occupé par les troupes allemandes sont à la disposition pleine et entière du Chef allemand des transports. Ce Chef est en droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires selon les besoins de l'exploitation et du trafic.

Pour l'exécution de ces mesures, il sera adjoint au Chef allemand des transports un représentant muni de pleins pouvoirs pour la totalité des moyens de communication français, avec des techniciens des chemins de fer, des routes et des voies navigables.

Toute la documentation militaire et technique concernant les organisations et les voies de communication devra être remise au Chef allemand des transports.

Les lois concernant les transports en France restent en vigueur. Elles ne peuvent être abrogées ou modifiées qu'avec l'autorisation ou par ordre du Chef allemand des transports.

2. — Le réseau de communication français (y compris le Luxembourg) situé dans la zone occupée, sera rapidement remis en état de parfait fonctionnement et sera entretenu, selon les instructions du Chef allemand des transports, par de la main-d'œuvre française sous le contrôle allemand (main-d'œuvre civile et détachements de soldats démilitarisés) et aux frais de la France. Cela concerne également la restauration des ponts du Rhin détruits. Dans le cas d'emploi de main-d'œuvre allemande pour la remise en état des voies de communication détruites ou endommagées, le matériel nécessaire à ce travail (rails, petit matériel, appareils, éléments de ponts, le bois pour les traverses) devra être mis à la disposition de la main-d'œuvre allemande. Il y aura lieu de fournir l'équivalent du matériel déjà employé par la main-d'œuvre allemande pour la remise en état des voies de communication françaises en territoire occupé. Le Chef allemand des transports fixera immédiatement, avec le représentant désigné des services français des communications, les quantités et la nature du matériel à fournir de même que le lieu et la date de la livraison. Tous les dispositifs de destruction des voies de communication devront être enlevés dans les quarante-huit heures.

3. — Les voies de communication en territoire occupé devront être exploitées par les organisations françaises de transports. L'exploitation et l'entretien seront à la charge de la France.

Tous les stocks de charbon et de matériel d'exploitation : rails, appareils de signalisation, dispositifs d'annonce à distance et matériel d'ateliers, devront être laissés sur place. Les stocks qui ont été transportés dans le territoire non occupé devront être ramenés dans la mesure où ils sont nécessaires à l'exploitation.

La reprise du trafic, quelles qu'en soient la nature et l'étendue, ne s'effectuera que d'accord avec le Chef allemand des transports et selon ses instructions.

Le Gouvernement français veillera à ce que, très promptement et au plus tard le 25 juillet 1940, il y ait dans le territoire occupé autant de personnel, de matériel roulant et autres moyens de trafic qu'il en existait avant la guerre. A cet effet, tout le personnel qui était employé à l'exploitation et à l'entretien des voies de communication restera en service ou, le cas échéant, reprendra sa place.

Ausführungsbestimmungen des Artikels 13 des Waffenstillstandsvertrags

1. — Die gesamten franz. Organisationen der Eisenbahn der Landstrassen und der Wasserstrassen einschliesslich der Fernmeldeeinrichtungen in dem von deutschen Truppen besetzten Gebiet stehen voll und unbegrenzt zur Verfügung des deutschen Chefs des Transportwesens; dieser ist berechtigt, alle von ihm als nötig erachteten Massnahmen zu treffen, die der Betrieb und der Verkehr erfordern. Für die Durchführung dieser Massnahmen tritt zum deutschen Chef des Transportwesens ein Bevollmächtigter für das gesamte französische Verkehrswesen mit Facharbeitern für Eisenbahnen, Landstrassen und Wasserstrassen.

Alle die Verkehrsorganisationen und Verkehrswege betreffenden militärischen und technischen Unterlagen sind dem deutschen Chef des Transportwesens zu übergeben.

Die für das Verkehrswesen in Frankreich erlassenen Gesetze bleiben in Kraft. Sie dürfen nur mit Genehmigung oder auf Anordnung des deutschen Chefs des Transportwesens aufgehoben oder geändert werden.

2. — Das französische Verkehrsnetz (einschl. Luxemburg) in dem besetzten Gebiet ist nach den Weisungen des deutschen Chefs des Transportwesens beschleunigt durch franz. Kräfte unter deutscher Aufsicht (Zivilkräfte und Abteilungen entmilitarisierter Soldaten) und auf Kosten Frankreichs voll betriebsfähig wiederherzustellen und zu unterhalten. Hierzu rechnet auch die Wiederherstellung der zerstörten Rheinbrücken. Bei Einsatz deutscher Kräfte zur Wiederherstellung der zerstörten oder beschädigten Verkehrswege ist das zur Wiederinstandsetzung benötigte Material (Schienen, Kleinmaterial, Apparate, Brückenbestandteile, das Holz für die Schienenwege) den deutschen Kräften zur Verfügung zu stellen; durch deutsche Kräfte bereits in den Verkehrswegen des besetzten franz. Gebietes eingebautes Material ist zu ersetzen. Menge und Art des zu erstattenden Gerätes, sowie Zeitpunkt und Ort der Ablieferung regelt der deutsche Chef des Transportwesens unmittelbar mit den Bevollmächtigten des franz. Verkehrswesens. Alle zur Zerstörung vorbereiteten Verkehrsanlagen sind binnen 48 Stunden zu entladen.

3. — Die Verkehrswege im besetzten Gebiet sind durch die französischen Verkehrsorganisationen zu betreiben. Der Betrieb und die Unterhaltung erfolgen auf Kosten Frankreichs.

Alle Vorräte an Kohlen und Betriebsmaterial, Schienen, Signalgeräten, Fernmeldeeinrichtungen und Werkstattmaterial sind an Ort und Stelle zu belassen. In das nichtbesetzte Gebiet weggeführte Vorräte sind, soweit für den Betrieb erforderlich, zurückzuführen.

Die Aufnahme des Verkehrs nach Art und Umfang hat nur im Einverständnis und nach Weisung des deutschen Chefs des Transportwesens zu erfolgen.

Die französische Regierung sorgt dafür, dass beschleunigt, spätestens bis 25. Juli 1940 in dem besetzten Gebiet soviel Personal und die Menge an rollendem Eisenbahnmateriale, sowie sonstigen Verkehrsmitteln vorhanden sind wie sie dem Vorkriegszustand entsprechen. Hierzu verbleibt das gesamte Personal, welches zum Betrieb und Unterhalt der Verkehrswege verwendet wurde, im Dienst bzw kehrt dorthin zurück.

Le personnel et les moyens de trafic manquants devront être, le cas échéant, complétés par prélèvements sur le territoire français non occupé.

4. — Les voies de communication et les installations du territoire occupé qui seront nécessaires à l'Armée allemande pour l'accomplissement de ses missions devront être remises à l'Administration allemande sur sa demande et devront être pourvues en personnel et matériel, y compris les moyens de transport nécessaires, selon les instructions du Chef allemand des transports.

Dans les installations à remettre, y compris les ateliers, toutes les pièces d'outillage et d'équipement, pièces de rechange et stocks de toute nature resteront en place. Les pièces qui auraient été enlevées devront être remplacées. L'étendue des dotations en personnel et matériel sera fixée dans le détail par le Chef allemand des transports, avec le représentant désigné des communications françaises.

5. — La signalisation des voies de communication devra être effectuée par les autorités françaises selon les instructions du Chef allemand des transports.

6. — Tout le personnel et le matériel des organismes de communication de Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg, qui ont été évacués pendant la guerre et qui se trouvent en France devront être ramenés pour le 25 juillet 1940. Dans le même délai, les bateaux allemands du Rhin et de la Sarre devront être ramenés avec leur équipage sur le Rhin et sur la Sarre. Le matériel endommagé ou perdu devra être remplacé. Devront être, de même, rendus : le matériel ferroviaire allemand et le matériel antérieurement polonais qui se trouvent dans le ressort des Administrations françaises.

Tout le matériel à remettre aux Administrations allemande, belge, hollandaise et luxembourgeoise devra être remis en bon état et prêt à fonctionner; il devra en outre être muni de toutes ses pièces de rechange et de l'outillage usuel.

La date et les modalités d'exécution de la remise du personnel et du matériel ci-dessus mentionnés seront fixées *dans le détail* par le Chef allemand des transports sur la base des propositions du représentant désigné des moyens de communication français.

7. — La nature et l'étendue du trafic de transit à travers le territoire français non occupé vers l'Italie seront réglées par le chef allemand des transports en liaison immédiate avec le représentant désigné des moyens de communication français.

Fehlendes Personal und fehlende Verkehrsmittel sind gegebenenfalls aus dem nichtbesetzten französischen Gebiet zu ergänzen.

4. — Die für Zwecke der deutschen Wehrmacht in dem besetzten Gebiet benötigten Verkehrswege und Einrichtungen sind der deutschen Verwaltung auf Anforderung zu übergeben und nach den Weisungen des deutschen Chefs des Transportwesens personell und materiell einschl. der notwendigen Transportmittel auszustatten.

An den zu übergebenden Verkehrseinrichtungen einschl. Werkstätten müssen alle Ausrüstungs- und Ausstattungsstücke, Ersatzteile und Vorräte aller Art verbleiben. Weggeführte Teile müssen ersetzt werden. Der Umfang der personellen und materiellen Ausstattung wird im einzelnen durch den deutschen Chef des Transportwesens mit dem Bevollmächtigten des franz. Verkehrswesens festgelegt.

5. — Die Bezeichnung der Verkehrswege ist durch die franz. Behörden nach Weisung des deutschen Chefs des Transportwesens durchzuführen.

6. — Das gesamte während des Krieges weggeführte und in Frankreich befindliche Personal und Material der Verkehrsorganisationen Belgiens, der Niederlande und Luxemburgs, ist bis 25. Juli 1940 an diese zurückzuführen. In der gleichen Frist sind die deutschen Rhein- und Saarschiffe mit ihrer Besatzung nach dem Rhein und der Saar zurückzuführen. Für beschädigtes oder in Verlust gegangenes Material ist Ersatz zu stellen. Ebenso ist das im Bereich der franz. Verwaltungen befindliche deutsche und ehemals polnische Eisenbahnmaterial zurückzugeben.

Das gesamte der deutschen, belgischen, niederländischen und luxemburgischen Verwaltung zurückzugebende Material muss in gutem Zustand und betriebsbereit sein, sowie mit allen Ersatzteilen und den gebräuchlichen Geräten versehen, übergeben werden.

Zeitpunkt und Art der Durchführung der Rückgabe des obengenannten Personals und Materials im *Einzelnen* werden vom deutschen Chef des Transportwesens auf Grund der Vorschläge des Bevollmächtigten für das französische Verkehrswesen festgelegt.

7. — Art und Umfang des durch das unbesetzte franz. Gebiet nach Italien gehenden Transitverkehrs regelt der deutsche Chef des Transportwesens unmittelbar mit dem Bevollmächtigten des franz. Verkehrswesens.

Questionnaire adressé à la Commission Allemande d'Armistice

Réponses au Questionnaire

Point 1.

a) *Le réseau spécialisé des communications télégraphiques et téléphoniques, y compris le réseau spécial aux installations de traction électrique, pourra-t-il être normalement utilisé pour l'exploitation ferroviaire, sous contrôle allemand, indépendamment du réseau propre à l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones?*

a) Le réseau spécial des Chemins de fer pour le télégraphe et le téléphone, de même que le réseau spécial pour le trafic électrique des chemins de fer est indépendant du réseau postal téléphonique et télégraphique et est entièrement à la disposition des chemins de fer pour l'exploitation. Dans les cas exceptionnels où une autre utilisation du réseau téléphonique des chemins de fer serait nécessaire, le Chef allemand de l'organisation des transports devrait au préalable y donner son assentiment.

b) *La Délégation Allemande peut-elle donner l'assurance que toutes facilités seront données pour la circulation en territoire occupé du personnel des entreprises de transports, par exemple sur présentation de la carte professionnelle d'identité?*

Ces questions ne doivent-elles pas être réglées avec le Chef Allemand des Transports?

b) Toutes les questions concernant la libre organisation du trafic, aussi bien au point de vue du personnel que du matériel, doivent être réglées directement par le représentant des moyens de communication français en accord avec le Chef allemand des transports.

c) *Doit-on comprendre que la mise à disposition du Chef Allemand des Transports des organisations françaises des chemins de fer, des routes et des voies navigables en territoire occupé signifie que les transports demandés par l'Autorité Militaire Allemande devront être exécutés par priorité et que, une fois ces priorités satisfaites, les disponibilités pourront être affectées à l'exécution de transports commerciaux de voyageurs et de marchandises?*

c) Conformément au § b/3 des clauses d'application de l'article 13 de la Convention d'Armistice, la reprise du trafic, au point de vue de ses modalités et de son étendue, n'aura lieu qu'en accord avec le Chef allemand des transports et suivant ses instructions. Ces dispositions s'appliquent aussi au trafic public des voyageurs et des marchandises, dont on envisage la reprise aussitôt que possible.

Point 2.

a) *La Délégation Allemande est-elle disposée à envisager, dans la mesure où cela sera nécessaire, pour la réparation des destructions, la libération de sapeurs prisonniers de guerre?*

a) On n'a pas l'intention de libérer les sapeurs français du génie qui seraient prisonniers de guerre pour reconstruire le réseau des chemins de fer. Par contre, on envi-

Fragebogen für die deutsche Waffenstillstandskommission

Beantwortung des Fragebogens

Punkt 1.

a) Wird das besondere Telegraphen- und Fernsprechnet, einschliesslich des besonderen Netzes der Anlagen für elektrische Zugförderung, unter deutscher Kontrolle, in normaler Weise für den Eisenbahnbetrieb benützt werden können, unabhängig von dem, der Post-Telegraphen und Telephonverwaltung gehörigen Netz?

a) Das Sondernetz der Eisenbahn für Telegraphie und Telephonie sowie das Sondernetz für den elektrischen Bahnverkehr steht unabhängig von dem postalischen Telephon- und Telegraphennetz voll und ganz der Eisenbahn zum Betrieb zur Verfügung. Ist in Ausnahmefällen eine anderweitige Ausnutzung des Eisenbahnfernsprechnetzes erforderlich, so kann diese nur im Einverständnis mit dem deutschen Chef des Transportwesens erfolgen.

b) Kann die deutsche Abordnung die Zusicherung geben, dass dem Personal der Transportunternehmen im besetzten Gebiet alle Verkehrserleichterungen gewährt werden, zum Beispiel auf Vorzeigen des Personalausweises für Eisenbahner?

Sollten diese Fragen nicht im Einvernehmen mit dem deutschen Chef des Transportwesens gelöst werden?

b) Alle die Freizügigkeit des Verkehrs in Bezug auf Personal und Material betreffenden Fragen sind durch den französischen Bevollmächtigten für das Verkehrswesen unmittelbar mit dem deutschen Chef des Transportwesens zu regeln.

c) Ist die Bestimmung, nach welcher die französischen Organisationen der Eisenbahn, der Landstrassen und der Wasserstrassen im besetzten Gebiet zur Verfügung des deutschen Chefs des Transportwesens zu stellen sind, so auszulegen, dass die von der deutschen Militärbehörde verlangten Transporte, unter Gewährung des Vorrangs, ausgeführt werden sollen und dass, soweit dieser Vorrang gesichert ist, die übrigen Transportmöglichkeiten zur Ausführung von Handelstransporten von Personal und Gütern ausgenützt werden können?

c) Gemäss der Ziffer b)3, der Durchführungsbestimmungen zu Artikel 13 des Waffenstillstandsvertrages erfolgt die Aufnahme des Verkehrs nach Art und Umfang nur im Einverständnis und nach Weisung des deutschen Chefs des Transportwesens. Darunter fällt auch der öffentliche Personen- und Güterverkehr, dessen Aufnahme sobald als möglich beabsichtigt ist.

Punkt 2.

a) Ist die deutsche Abordnung bereit, soweit nötig, die Freilassung kriegsgefangener Pioniere zum Zwecke des Wiederaufbaus ins Auge zu fassen?

a) Eine Entlassung in Kriegsgefangenschaft geratener französischer Pioniere für Zwecke des Wiederaufbaues des Eisenbahnnetzes ist nicht beabsichtigt. Dagegen ist in

sage de libérer le personnel des chemins de fer qui aurait été fait prisonnier et qui était employé avant la guerre dans les transports, en territoire occupé, et de le laisser retourner à son lieu de service antérieur.

b) *L'entretien du réseau ferré et son maintien en état de fonctionnement doivent-ils s'entendre dans les conditions où ce réseau existait avant les opérations de la guerre, la Société des Chemins de fer Français ayant été autorisée, conformément à la législation en vigueur sur la coordination des moyens de transports, à cesser d'entretenir et d'exploiter certaines sections de ligne de faible importance, et même à déposer les voies et appareils en tout ou partie?*

b) Le Chef allemand des transports décidera quelles lignes il convient d'exploiter et d'entretenir. La question de l'arrêt et celle de la reprise de l'exploitation dans des cas particuliers et conformément aux besoins du trafic sont soumises à la décision du Chef allemand des transports. Les propositions et désirs se rapportant à ces questions doivent lui être adressés.

c) *Pour la remise en état du réseau ferré, la Délégation Française demande que soit pris en considération le fait que les stocks de la Société Nationale des Chemins de fer sont réduits et que l'industrie française ne sera peut-être pas à même de fournir les matières nécessaires avant quelque temps. La Délégation Allemande envisage-t-elle que l'aide de l'industrie allemande puisse être demandée et que, en fonction des possibilités d'approvisionnement en France, des délais soient accordés pour la restitution du matériel déjà employé ou qui sera employé par la main-d'œuvre allemande?*

c) Afin d'accroître la possibilité, pour les chemins de fer de l'Etat français, de se procurer les matériaux nécessaires, on prie d'examiner les moyens de transformer certaines industries de fabrications de guerre en vue de la production desdits matériaux. Les négociations économiques en cours pourraient permettre de voir si et dans quelle mesure l'industrie allemande sera capable d'apporter son soutien à cette tâche.

d) *Pour la définition des ouvrages à rétablir par priorité, la Délégation Allemande est-elle disposée à prendre en considération l'importance exceptionnelle de certains ouvrages détruits en territoire non occupé, pour l'exécution des transports de ravitaillement, de rapatriement et de démobilisation?*

d) L'urgence des travaux de restauration des lignes de transport sera fixée par le Chef allemand des transports. Les désirs concernant l'emploi de la main-d'œuvre et de matériel pour la restauration des lignes de transport en territoire non occupé devront être adressés au Chef allemand des transports par le représentant des moyens de communication français.

e) *La main-d'œuvre française pourra-t-elle utiliser, pour la réparation des destructions, le matériel militaire (outillage, poutres métalliques, ponts, matériaux divers) se trouvant en territoire occupé ou non occupé?*

e) Le matériel militaire peut être utilisé pour la restauration des lignes de transport. Le Chef allemand des transports devra être informé de la quantité et du genre du matériel disponible, et son assentiment devra être demandé avant toute utilisation.

Aussicht genommen, das in Kriegsgefangenschaft geratene und vor dem Kriege im besetzten Gebiet im Verkehrswesen beschäftigt gewesene Personal frei zu geben und an seinen früheren Dienstort zurückkehren zu lassen.

b) *Ist die Unterhaltung des Eisenbahnnetzes und die Aufrechthaltung dieses Netzes in betriebsfähigem Zustande, so zu verstehen, dass der vor dem Krieg bestehende Zustand wieder hergestellt wird, unter Berücksichtigung der Tatsache, dass die französische nationale Eisenbahngesellschaft gemäss der Gesetzgebung über die Transportverteilung ermächtigt worden ist die Unterhaltung und den Betrieb gewisser Streckenabschnitte von geringer Wichtigkeit einzustellen und selbst die Geleise und die Einrichtungen ganz oder zum Teil zu entfernen?*

b) Welche Strecken zu betreiben und zu unterhalten sind, bestimmt der deutsche Chef des Transportwesens. Die Frage des Stillegens bzw. der Wiederaufnahme des Betriebes in Einzelfällen entsprechend dem Verkehrsbedürfnis unterliegt der Entscheidung des deutschen Chefs des Transportwesens. Diesbezügliche Vorschläge und Wünsche sind an diesen zu richten.

c) *Was die Wiederinstandsetzung des Eisenbahnnetzes betrifft, bittet die französische Abordnung der Tatsache Rechnung zu tragen, dass die Lagerbestände der nationalen Eisenbahngesellschaft beschränkt sind und dass die französische Industrie vielleicht nicht in kurzer Zeit in der Lage sein wird, die nötigen Materialien zu liefern.*

Fasst die deutsche Abordnung eine Unterstützung durch die deutsche Industrie ins Auge, ebenso wie die Gewährung von Fristen für die Rückerstattung des bereits durch die deutschen Arbeitskräfte verwendeten oder noch zu verwendenden Materials, je nach den in Frankreich bestehenden Beschaffungsmöglichkeiten?

c) Zur Steigerung der Versorgungsmöglichkeiten der französischen Staatsbahn mit dem erforderlichen Material wird gebeten, in Erwägung zu ziehen, Firmen der bisherigen Kriegsindustrie auf die Fertigung dieser Materialien umzustellen. Ob und wie weit die Unterstützung seitens der deutschen Industrie in Betracht kommt, ist eine Frage, die in den schwebenden Wirtschaftsverhandlungen zu klären wäre.

d) *Was die genaue Bezeichnung der Kunstbauten betrifft, die unter Beachtung eines Vorrangs wiederherzustellen sind, ist die deutsche Abordnung bereit der ausserordentlichen Wichtigkeit gewisser im nichtbesetzten Gebiet zerstörter Bauten Rechnung zu tragen, im Hinblick auf die Ausführung von Versorgungstransporten, Rückbeförderungen und Demobilisationstransporten?*

d) Die Dringlichkeit der Wiederherstellungsarbeiten an den Verkehrswegen bestimmt der deutsche Chef des Transportwesens. Wünsche für den Einsatz von Kräften und Material für die Wiederherstellung der Verkehrswege im nichtbesetzten Gebiet sind durch den Bevollmächtigten des französischen Verkehrswesens an den deutschen Chef des Transportwesens zu richten.

e) *Werden die französischen Arbeitskräfte für den Wiederaufbau zerstörter Bauten das Militärmaterial (Werkzeuge, eiserne Träger, Brücken, verschiedene Materialien) welches sich im besetzten oder unbesetzten Gebiet befindet, verwenden können?*

e) Militärmaterial kann zur Wiederherstellung der Verkehrswege Verwendung finden. Der deutsche Chef des Transportwesens ist über Zahl und Art des verfügbaren Gerätes zu unterrichten, und vor Verwendung des Gerätes ist sein Einverständnis einzuholen.

Point 3.

a) *La Délégation Allemande est-elle d'accord que la prescription du deuxième alinéa relatif au maintien en place des stocks et matériels ne doit pas être comprise dans un sens strict, mais que les mouvements de stocks et matériels, d'établissement à établissement ou de magasin à établissement, pourront normalement être effectués pour les besoins de l'exploitation, dans les mêmes conditions qu'en temps de paix?*

a) Des transferts de dépôts et de matériaux auront à être effectués en partie selon les besoins d'utilisation. Pour des transferts d'importance, le Chef allemand des transports ou les autorités de contrôle des transports devront être avertis ou leur accord devra être éventuellement obtenu.

b) *La Délégation Allemande est-elle d'accord sur le fait que la reprise du trafic, subordonnée à l'accord du Chef Allemand des Transports doit être aussi rapide que possible et facilitée par tous moyens sous réserve de la satisfaction des priorités militaires allemandes ?*

b) La réponse à cette question résulte de la réponse à la question 1 c.

c) *Y a-t-il lieu de penser que si, du fait des destructions de voies ou d'ouvrages, le délai fixé au 4^e alinéa ne peut pas être observé, la question sera réglée avec le Chef Allemand des Transports?*

c) Dans la mesure où les délais fixés par les prescriptions d'exécution de la Convention d'Armistice ne peuvent pas être respectés, il convient d'informer à temps la Commission d'Armistice, avec indication des raisons.

d) *De même que pour le point a) ci-dessus, doit-on comprendre au sens large les prescriptions des alinéas 4 et 5, c'est-à-dire que les mouvements de personnel pourront être réalisés d'établissement à établissement, en fonction des nécessités d'exploitation, dans les mêmes conditions qu'en temps de paix?*

d) D'après les instructions du Chef allemand du service des transports, le travail du personnel doit avoir lieu aux mêmes conditions qu'en temps de paix, en tenant compte des nécessités d'exploitation.

e) *La Délégation Allemande est-elle disposée à envisager que des spécialistes du chemin de fer prisonniers de guerre (par exemple mécaniciens, chauffeurs, aiguilleurs, électriciens, agents de mouvement) puissent être libérés pour les besoins de l'exploitation, ce personnel ne pouvant pas, comme le personnel non spécialiste, être immédiatement recruté et formé?*

e) La réponse découle de la réponse à la question 2 a.

Punkt 3.

a) *Ist die deutsche Abordnung damit einverstanden, dass die Vorschrift des 2. Absatzes betreffend die Aufbewahrung der Lagerbestände und Materialien an Ort und Stelle nicht im strengen Sinne auszulegen ist, sondern dass die Überführung von Lagerbeständen und Materialien von einem Betrieb zum andern oder von einem Magazin zu einem Betrieb, normalerweise für den Bedarf des Betriebs ausgeführt werden kann, unter denselben Bedingungen wie in Friedenszeiten?*

a) Verschiebungen von Lagern und Materialien werden teilweise nach den Verwendungsbedürfnissen erfolgen müssen. Bei grösseren Umlagerungen sind der deutsche Chef des Transportwesens oder die aufsichtführenden Transportdienststellen zu benachrichtigen bzw. ist deren Einverständnis einzuholen.

b) *Ist die deutsche Abordnung damit einverstanden, dass die Wiederaufnahme des Verkehrs, welche durch die Zustimmung des deutschen Chefs des Transportwesens bedingt ist, so schnell wie möglich erfolgen und mit allen Mitteln erleichtert werden soll, unter der Voraussetzung, dass den Militärbedürfnissen der Vorrang gewährleistet ist?*

b) Die Antwort auf diese Frage ergibt sich aus der Beantwortung der Frage zu Punkt 1c.

c) *Soll man annehmen, dass wenn infolge der Zerstörung von Geleisen und Bauten, die im 4. Absatz festgesetzte Frist nicht inne gehalten werden kann, die Frage im Einvernehmen mit dem deutschen Chef des Transportwesens geregelt werden wird?*

c) Sofern die, durch die Durchführungsbestimmungen des Waffenstillstandsvertrages festgelegten Fristen nicht eingehalten werden können, ist die Waffenstillstandskommission unter Angabe der Gründe rechtzeitig zu verständigen.

d) *Soll man annehmen, ebenso wie für Punkt a), dass die Vorschriften der Absätze 4 und 5 im weiten Sinne auszulegen sind, d.h. dass die Personalverschiebungen von Betrieb zu Betrieb ausgeführt werden können, je nach den Bedürfnissen des Betriebes und unter denselben Bedingungen wie in Friedenszeiten?*

d) Der Einsatz des Personals hat nach Weisungen des deutschen Chefs des Transportwesens unter Berücksichtigung der Betriebsnotwendigkeiten zu den gleichen Bedingungen wie in Friedenszeiten zu erfolgen.

e) *Ist die deutsche Abordnung bereit, die Freilassung der kriegsgefangenen spezialisierten Eisenbahner (zum Beispiel Lokomotivführer, Heizer, Weichensteller, Elektriker, Bedienstete des Zugverkehrs) für den Bedarf des Betriebes ins Auge zu fassen, mit Rücksicht darauf, dass diese Art von Personal nicht, wie das nichtspezialisierte Personal, sofort angeworben und ausgebildet werden kann?*

e) Die Beantwortung ergibt sich aus der Antwort auf die Frage 2a.

f) *Les stocks de toute nature de la Société Nationale des Chemins de fer étant très réduits et les possibilités de réapprovisionnement étant aléatoires, la Délégation Allemande peut-elle donner l'assurance que son intention n'est pas d'opérer des réquisitions sur ces stocks?*

f) Les dépôts de toutes sortes des chemins de fer d'Etat français doivent entrer en ligne de compte pour la mise en œuvre des stipulations d'exécution de la Convention d'Armistice. Il n'est pas envisagé de faire d'autre emprunt de matériel.

g) *Etant donnée la situation du matériel moteur et roulant des Chemins de fer Français, la Délégation Allemande peut-elle donner l'assurance qu'il est bien dans l'intention des Autorités Allemandes de maintenir, en France, autant qu'il est possible, le parc moteur et roulant dans sa consistance actuelle?*

g) En conformité de la Convention d'Armistice il n'est pas envisagé de diminuer le parc de matériel roulant et de matériel des trains existant actuellement en France, en tant que, pour des raisons d'ordre militaire, leur emploi pour d'autres buts ne serait pas rendu provisoirement nécessaire dans des cas particuliers.

h) *Dans l'éventualité d'échanges de matériel roulant avec l'Allemagne ou les pays voisins, de quelle autorité la Société Nationale des Chemins de fer Français devra-t-elle se rapprocher pour régler les questions y relatives?*

h) Les questions posées sous ce n° doivent être adressées au Chef du service des transports.

i) *La Délégation Allemande peut-elle confirmer que le matériel de transport civil réquisitionné ou dont l'usage a été réquisitionné ne sera pas considéré comme matériel militaire dès lors que l'Armée sera démobilisée?*

i) Les moyens de transport enlevés à l'industrie et au commerce pour des buts de guerre, qui deviennent libres par suite de la démobilisation, sont, après la démobilisation, de nouveau à la disposition de l'industrie et du commerce. On se réfère à la note de la Commission Allemande d'Armistice, Sous-Commission Forces Terrestres (Qu. Gén.) N° 42/40 du 4 juillet 1940.

Point 4.

a) *La Délégation Allemande peut-elle donner l'assurance que les réquisitions prévues au point 4 ne joueront que temporairement et pour les itinéraires présentant un intérêt stratégique exceptionnel?*

a) L'utilisation des voies de communication nécessaires à l'armée allemande pendant la durée de l'Armistice a lieu d'après l'appréciation du Chef allemand du service des transports.

f) *Kann die deutsche Abordnung, mit Rücksicht darauf, dass die Lagerbestände der nationalen Eisenbahngesellschaft aller Art sehr beschränkt sind und dass die Möglichkeiten für Neubeschaffung nicht gewährleistet sind, die Zusicherung geben, dass sie nicht die Absicht hat, diese Lagerbestände zu requirieren?*

f) Die Lager aller Art der französischen Staatseisenbahnen müssen zur Erfüllung der in den Durchführungsbestimmungen des Waffenstillstandsvertrages festgelegten Forderungen herangezogen werden. Darüberhinaus ist ein Abziehen von Material nicht beabsichtigt.

g) *Kann die deutsche Abordnung, im Hinblick auf den Bestand an Maschinenmaterial und rollendem Material, der französischen Eisenbahn die Zusicherung geben, dass die deutschen Behörden tatsächlich die Absicht haben, in Frankreich so weit möglich, den Park von Maschinen und rollendem Material in seinem jetzigem Umfang bestehen zu lassen?*

g) Gemäss dem Waffenstillstandsabkommen ist nicht beabsichtigt, in Frankreich das Zug- und rollende Material in seinem gegenwärtigen Bestand zu mindern, soweit nicht in Einzelfällen aus militärischen Gründen die Verwendung vorübergehend anderweitig notwendig ist.

h) *Im Falle eines Austausches von rollendem Material mit Deutschland oder den Nachbarstaaten, mit welcher Behörde soll die französische nationale Eisenbahngesellschaft Fühlung nehmen, um die aufgeworfenen Fragen zu regeln?*

h) Die in dieser Ziffer aufgeworfenen Fragen sind an den deutschen Chef des Transportwesens zu leiten.

i) *Kann die deutsche Abordnung bestätigen, dass das requirierte Ziviltransportmaterial oder das Material dessen Gebrauchsrecht requiriert worden ist, nicht als militärisches Material angesehen werden wird, sobald das Heer demobilisiert sein wird?*

i) Die für Kriegszwecke aus der freien Wirtschaft ausgehobenen Transportmittel, die auf Grund der Demobilmachung frei werden, stehen nach der Demobilmachung der Wirtschaft wieder zur Verfügung. Auf die Note der deutschen Waffenstillstandskommission, Unterkommission Heer (Gen. Qu), Nr. 42/40 v. 4.7. wird Bezug genommen.

Punkt 4.

a) *Kann die deutsche Abordnung die Zusicherung geben, dass die in Punkt 4 vorgesehenen Requirierungen nur zeitweise in Kraft bleiben und zwar für Leitungswege von ausnahmsweise grosser strategischer Wichtigkeit?*

a) Die Ausnützung der durch die deutsche Wehrmacht benötigten Verkehrswege während der Dauer des Waffenstillstandes erfolgt nach dem Ermessen des deutschen Chefs des Transportwesens.

b) *Peut-on compter que s'il subsiste des disponibilités, après satisfaction des priorités allemandes, sur les voies de communications visées au point 4, ces disponibilités pourront également être utilisées pour l'exécution des transports publics?*

b) Le Chef allemand du service des transports décide du rétablissement du trafic public. On peut compter que sur les parcours prévus au point 4 le trafic public sera repris après que satisfaction aura été donnée aux demandes allemandes d'après la capacité de rendement correspondante.

Point 5.

Doit-on comprendre que la signalisation allemande des voies de communication se superposera à la signalisation française et ne s'y substituera pas?

On ne pense pas, pour la signalisation des voies, à enlever les signaux français, mais à ajouter des signaux selon les besoins de l'armée allemande.

Point 6.

a) *La Délégation Française peut-elle compter que le matériel roulant français qui se trouvait en Belgique, Hollande ou Luxembourg lors de l'occupation de ces pays par les troupes allemandes, sera ramené en France, de la même manière que le matériel belge, hollandais ou luxembourgeois se trouvant en France sera ramené dans les pays propriétaires?*

a) Autant que l'on sache, il n'a été trouvé qu'une très petite quantité du matériel français, aussi bien en Belgique qu'au Luxembourg. Il ne paraît pas essentiel, pour le moment, de ramener ce matériel; on réserve un règlement ultérieur par les autorités civiles.

b) *Pour l'exécution du deuxième alinéa doit-il être compris que le matériel doit être restitué avec les pièces de rechange et l'outillage qui l'accompagnaient lorsqu'il est entré en France?*

b) La conception d'après laquelle il faut rendre le matériel avec les pièces de rechange et l'outillage qu'il avait à son entrée en France, est considérée comme exacte.

c) *La Délégation Allemande estime-t-elle, comme la Délégation Française, que si l'état des voies de communication ne permet pas d'observer le délai du 25 juillet pour la restitution de matériel étranger, cette question sera réglée avec le Chef Allemand des Transports, dans le cadre du troisième alinéa du point 6 ?*

c) Dans la mesure où le délai fixé ne peut être respecté, il convient d'informer la Commission d'Armistice en indiquant les raisons.

b) *Kann man damit rechnen, dass wenn Transportmöglichkeiten auf den unter Punkt 4 erwähnten Verkehrswegen bestehen und nachdem der Vorrang der deutschen Bedürfnisse sichergestellt ist, diese Möglichkeiten auch für die Ausführung öffentlicher Transporte ausgenützt werden können?*

b) Über die Zulassung des öffentlichen Verkehrs entscheidet der deutsche Chef des Transportwesens. Es kann damit gerechnet werden, dass auf den in Punkt 4 vorgesehenen Strecken nach Befriedigung der deutschen Belange bei entsprechender Leistungsfähigkeit auch der öffentliche Verkehr aufgenommen wird.

Punkt 5.

Soll man annehmen, dass die deutsche Signalisierung der Verkehrswege neben der französischen Signalisierung eingeführt wird und dass sie letztere nicht ersetzen wird?

Bei der Bezeichnung der Verkehrswege ist nicht daran gedacht, die französischen Bezeichnungen wegzunehmen, sondern an eine zusätzliche Verkehrsbezeichnung nach den Bedürfnissen der deutschen Wehrmacht.

Punkt 6.

a) *Kann die französische Abordnung damit rechnen, dass das französische rollende Material, welches sich in Belgien, Holland oder Luxemburg befand, als diese Länder durch die deutschen Truppen besetzt wurden, nach Frankreich zurückgeführt werden wird, ebenso wie das belgische, holländische oder luxemburgische Material, welches sich in Frankreich befindet, in das Land seiner Eigentümer zurückgeführt werden wird?*

a) Soweit bisher bekannt ist, wurde sowohl in Belgien als auch in Holland und in Luxemburg französisches Eisenbahnmaterial nur in ganz geringem Umfang vorgefunden. Eine Rückführung dieses Materials erscheint im Augenblick unwesentlich und muss einer späteren Regelung durch die Zivilverwaltungen vorbehalten bleiben.

b) *Was die Ausführung des zweiten Absatzes betrifft, soll er so ausgelegt werden, dass das Material mit den Ersatzteilen und den Werkzeugen, welche sich bei seiner Einfuhr nach Frankreich darauf befanden, zurückzuerstatten ist?*

b) Die Auffassung, wonach das Material mit den Ersatzstücken und dem Gerät zurückzugeben ist, mit denen es nach Frankreich kam, wird als zutreffend bestätigt.

c) *Ist die deutsche Abordnung, wie die französische Abordnung, der Ansicht, dass wenn der Zustand der Verkehrswege nicht erlaubt, den Termin vom 25. Juli für die Rückerstattung des ausländischen Materials einzuhalten, diese Frage im Einvernehmen mit dem deutschen Chef des Transportwesens, im Rahmen des 3. Absatzes des Punkt 6, geregelt werden wird?*

c) Sofern die in Punkt 6 festgelegte Frist nicht eingehalten werden kann, ist die Waffenstillstandskommission unter Angabe der Gründe rechtzeitig zu verständigen.